

50131

IDRC-Lib  
50131

ALLOCUTION PRONONCÉE PAR

IVAN L. HEAD

AU

COLLOQUE

TENU PAR

L'ACADÉMIE DU ROYAUME DU MAROC

DU 24 AU 27 NOVEMBRE 1982

SUR LE THÈME

EAU, NUTRITION, ET DÉMOGRAPHIE



ARCHIV  
HEAD  
no. 31F

IDRC-doc. 335f

Votre Majesté, honorables ministres, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, membres de l'Académie, Mesdames et Messieurs,

C'est à la fin d'août que la Banque mondiale a publié son Rapport annuel sur le développement dans le monde, soit peu avant ses réunions annuelles avec le Fonds monétaire international qui, cette année, se sont tenues à Toronto. La partie descriptive du rapport est consacrée, pour une bonne part, à un ingrédient essentiel de l'alimentation et de la nutrition, en l'occurrence le côté production. L'autre côté, car il est sage de se rappeler qu'il y a un autre côté, est bien sûr, la consommation. Au point de vue alimentaire, ces deux côtés sont interdépendants et ont été ainsi définis il y a près d'un demi-siècle par le comité sur la nutrition de la Société des nations. Ce comité a souligné la nécessité que les orientations gouvernementales fassent de l'alimentation un sujet de première importance, un sujet qui donne lieu à la proposition d'activités dans des domaines aussi différents que l'éducation et la répartition des revenus.

Ce n'est pas par simple coïncidence que cette Académie, dans ce pays, a choisi un sujet aussi difficile à cerner que l'alimentation et la nutrition comme sujet du séminaire, et de le lier à celui de l'eau et de la démographie. Il y a un peu plus d'un an, la Banque mondiale disait du Maroc qu'il avait exprimé clairement son désir d'oeuvrer vers un développement équitable.

Un tel désir est une condition essentielle à toute politique alimentaire car, dans n'importe quel pays, ce sont toujours les plus pauvres qui sont les plus mal nourris.

Dans le rapport de la Commission Brandt, il est dit: " La pauvreté va de pair avec la faim ". Le rapport poursuit en disant: " Personne ne peut donner le nombre exact de ceux qui à travers le monde souffrent de la faim et de la malnutrition, mais toutes les estimations font état de centaines de millions: des millions d'êtres humains qui mourront par suite de manque d'aliments ou seront handicapés dans leur développement physique. C'est une situation intolérable. Si l'on accepte cet état de choses, si la faim est considérée comme un problème marginal dont l'humanité peut s'accommoder, alors l'idée d'une communauté des nations n'a plus guère de signification ".

Toute lutte contre la malnutrition doit avoir plusieurs facettes. Et dans chaque pays, cette lutte doit être conçue en fonction des circonstances locales. Et pourtant, il est triste d'avoir à admettre que beaucoup de pays sont incapables, faute de compétences, d'organiser cette lutte. Cette carence, la Commission Pearson l'a notée il y a plus de dix ans lorsqu'elle disait qu'au maximum 3 pour cent de la recherche scientifique et technique mondiale était entreprise dans les pays en développement. De plus, déclare le rapport de la Commission, une

grande partie de cette recherche était inutile ou même contraire aux besoins des pays en question.

Le secteur agricole était particulièrement mal organisé. Il y a un peu plus de dix ans, presque aucune recherche biologique ne s'occupait des cultures vivrières des pays nouvellement indépendants. La recherche entreprise, dont une partie était de haute qualité, touchait presque exclusivement le secteur des plantations et des cultures d'exportation : café, cacao, banane, sucre, arachide, caoutchouc. Peu d'efforts, malheureusement, étaient entrepris dans le secteur des cultures vivrières, ou de consommation immédiate, telles que le manioc, le pois chiche, le quinoa ou la banane plantain. En fait, tout le travail sérieux sur des espèces tropicales telles que le riz, le sorgho, ou le maïs a porté sur les conditions propres aux sols et aux climats d'Europe, d'Amérique du Nord ou du Japon, et non sur ceux des pays du Sud.

Le manque de capacités locales est dû en partie aux principes fondamentaux du système colonial. Dans ce système, les décisions quant à l'emplacement des universités ou des stations de recherche, au sujet des programmes de recherche et de développement, de l'utilisation des ressources, etc., étaient prises dans l'intérêt de l'empire, ou par la suite, dans celui des multinationales. Une partie de la responsabilité est

cependant directement celle du Nord, sous forme du modèle de développement que nous préconisons, en toute bonne foi, pour le Sud. En effet, nous proposons comme solution de principe des projets coûteux en capital, énergétiquement peu efficaces et souvent techniquement compliqués. Nous ne prenons que rarement le temps de constater que peu de techniques sont transférables sans un examen préliminaire et diverses adaptations.

C'est à cet égard que les délibérations de cette Académie prennent toute leur valeur. En effet, elles soulignent que parmi les nombreux facteurs qui permettent à une société d'assurer le bien-être de ses membres et d'améliorer leur niveau de vie, la capacité de définir et de résoudre les problèmes est d'une importance fondamentale. Ni la présence de ressources ni la volonté de la population suffisent s'il manque la capacité locale de comprendre les phénomènes propres au milieu et de s'attaquer aux problèmes rencontrés. Cette capacité, c'est la capacité de recherche.

L'acquisition de cette capacité est rendue d'autant plus nécessaire du fait qu'aujourd'hui, beaucoup des difficultés des pays en développement, et l'instabilité qu'elles entraînent et qui est ressentie de plus en plus vivement par tous les membres de la communauté internationale, ne peuvent être surmontées que par l'application de la science et de la technique. Pour que

cette application soit efficace, elle doit tenir compte des diverses circonstances culturelles et sociales, doit viser des problèmes locaux, et doit apporter des solutions auto-suffisantes. Ceci ne peut arriver que s'il existe une infrastructure scientifique locale capable d'identifier les problèmes, d'entreprendre des recherches, de trouver des solutions, et de déterminer les politiques d'ensemble. Dans l'absence d'une telle capacité nationale, et de compétences locales, le retard économique s'accroît, la dégradation de l'environnement s'intensifie, l'instabilité politique augmente et la dignité de l'individu est affectée.

Il n'existe pas de règles générales pour les problèmes des régions du monde en développement, et par conséquent, pas de solution unique. Néanmoins, il y a des situations qui semblent être d'une constance tragique. Et la plus tragique de ces situations est peut-être la malnutrition.

Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, affirme dans son introduction au rapport de 1980 de l'Organisation sur la situation mondiale de l'alimentation, que l'alimentation peut être considérée comme la pierre angulaire du développement. Nulle nation ne peut espérer se réaliser pleinement tant qu'une bonne partie de sa population est mal nourrie. Il est désormais

bien connu qu'une mauvaise alimentation affecte non seulement le développement physique, mais le développement intellectuel des individus. Un enfant, qui depuis sa naissance survit de peine et de misère à cause d'un régime alimentaire plus qu'insuffisant, a peu de chance d'améliorer son sort à l'âge adulte et encore moins de chance de contribuer à l'essor de sa nation.

Près de 500 millions de personnes, vivant pour la plupart dans les pays du Tiers-Monde, sont en état permanent de malnutrition plus ou moins grave. Et pourtant la production mondiale de céréales était, en 1981, de 1,6 milliard de tonnes métriques -- soit une production suffisante pour fournir, pendant toute une année, à peu près un kilo de céréale par jour à chaque être humain de la planète. Une production suffisante en fait pour fournir à chaque personne plus que la ration minimale de 2 340 calories par jour recommandée par la FAO et l'Organisation mondiale de la santé.

En théorie du moins, il y a assez de nourriture pour tout le monde, et beaucoup d'experts croient que notre planète pourrait maintenant nourrir le double de sa population actuelle, ce que d'ailleurs il faudra arriver à faire avant que la croissance démographique ne s'arrête au début du siècle prochain. La population croît toujours au rythme sans précédent de 70 millions de personnes par année. Dans le cas des céréales seules, cela

signifie qu'il faut produire chaque année 30 millions de tonnes métriques de plus pour simplement maintenir le niveau alimentaire actuel qui est loin d'être adéquat.

Pendant les deux premières décennies pour le développement -- les décennies de 1960 et de 1970 -- les pays en développement ont augmenté leur production alimentaire d'une moyenne de 3,2 pour cent par année, fait remarquable en soi. Cependant, cette augmentation n'a pour ainsi dire pas été sentie à cause de la croissance démographique. Dans certaines régions, la production alimentaire n'a pu suivre l'augmentation de la population. Sur ce continent, la production alimentaire per capita a en fait diminué de deux pour cent au cours des vingt dernières années, tandis que la quantité de calories ingérées est restée statique dans les meilleurs cas.

Bien que d'une manière générale l'on puisse dire que la pénurie d'aliments traduit le fossé toujours plus grand entre les nations développées et les nations en développement, cette pénurie est en fait un problème local. Une région souffre d'un manque de nourriture à un moment donné... donc, les gens sont mal nourris. Cette faim est attribuable à la pauvreté et non à une pénurie.

Cet état de fait est on ne peut mieux illustré dans les pays des régions tropicales semi-arides.

Cette vaste zone climatique s'étend tout autour du globe et comprend la totalité ou une partie d'au moins 50 pays répartis sur tous les continents, dont ce pays. Cette zone se caractérise par des pluies incertaines et insuffisantes, des sols pauvres et des récoltes plutôt maigres. Dans treize des dix-sept pays du continent africain situés dans cette zone le régime alimentaire moyen de la majorité de la population est inférieur à la ration alimentaire recommandée par la FAO et l'OMS. De ce groupe, les pays les plus vulnérables sont peut-être ceux de la région qui borde le Maroc au sud et au sud-est et qui est connue sous le nom de Sahel. Les événements et les perspectives d'avenir de cette région revêtent une importance considérable pour le Maroc.

Avant la sécheresse et la famine de 1973, peu de gens du Nord auraient su situer correctement cette région sur le globe. Par le truchement de la télévision, des journaux et des revues, les gens du Nord ont été confrontés à l'affreuse réalité de deux cent mille morts et d'une terre dévastée. Bien plus que les conférences mondiales des Nations Unies qui ont été organisées par la suite et dont on a beaucoup parlé, ces images et ces articles qui ont amené la sécheresse du Sahel dans les foyers du Nord ont éveillé le grand public à la précarité de l'équilibre entre la nourriture et la population dans beaucoup de régions du monde.

Le Sahel ne fait peut-être plus les manchettes, mais il est toujours là. Et la condition de sa population rurale est tout aussi précaire qu'avant en dépit de deux années de bonnes récoltes. L'année dernière, le CRDI a publié le rapport d'une réunion de scientifiques qui, à eux tous, avaient fait plus de 100 études sur l'alimentation et la nutrition du Sahel rural. Ces études concluaient entre autres:

- Que la population du Sahel obtient de 70 à 80 pour cent de son énergie alimentaire des céréales, surtout du sorgho et du mil, qui ne contiennent pas la quantité de protéines et d'acide aminé dont les enfants ont besoin.
- La majorité des enfants du Sahel commencent à travailler aux champs et à aider à la maison à l'âge de sept ou huit ans.
- Trente pour cent des enfants sont d'au moins vingt pour cent sous la norme du poids en fonction de la taille établie par l'OMS.
- Les carences de calcium et de riboflavine attribuables à un manque de protéines animales dans la diète sont communes, surtout chez les femmes et les enfants.
- Les femmes enceintes et allaitant ingéraient environ 1 000 calories par jour de moins que la quantité minimale recommandée.

- Le taux de mortalité infantile du Sahel, qui se situe entre 150 et 200 par mille, est trois fois plus élevé que celui de toute l'Afrique, qui est de 61 par mille, et de 15 à 28 fois plus élevé que celui des pays développés, qui se situe entre 7 et 15 par mille.

Ces scientifiques ont rédigé une longue liste de mesures à prendre pour améliorer l'état nutritionnel des populations rurales. Ce sont des mesures pratiques qui, pour la plupart, pourraient être appliquées à beaucoup d'autres régions du monde.

Ils recommandaient, par exemple, que les gouvernements encouragent l'agriculture de subsistance, particulièrement la culture des céréales et des légumineuses complémentaires qui assureraient une alimentation mieux équilibrée.

Ils suggéraient d'améliorer les systèmes post-récolte pour réduire les pertes d'aliments en cours de transformation et d'entreposage.

Ils demandaient que l'on prévoit dans les villages des terres à bois et un meilleur approvisionnement en eau pour réduire le temps et l'effort que les femmes doivent consacrer à l'obtention de ces nécessités quotidiennes.

Ils recommandaient que les gouvernements investissent davantage dans la recherche -- pour stabiliser le rendement et améliorer la qualité des récoltes fournissant les aliments de base et pour améliorer les modes de culture traditionnels en combinant les cultures, les arbres et le bétail.

Ils suggéraient enfin qu'il s'imposait de faire beaucoup d'autres études sur certains problèmes de santé reliés à l'alimentation dans la région sahélienne.

Cette façon d'aborder une situation complexe est, à plusieurs égards, celle qu'emploie le CRDI. Le Centre a toujours été conscient qu'aucune agence, peu importe l'importance de ses ressources (et les nôtres sont loin d'être très importantes), ne peut espérer résoudre tous les problèmes du Tiers-Monde. Donc, au lieu de dissiper ses maigres ressources en tentant de s'attaquer à une grande gamme de problèmes, le CRDI préfère se limiter à un champ d'action relativement étroit et financer des travaux de recherche destinés à résoudre des problèmes que les pays en développement eux-mêmes auront estimé de la plus haute priorité. C'est pourquoi le programme des sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition du CRDI finance surtout des projets de recherche dans les régions tropicales semi-arides en vue d'y augmenter la production alimentaire de base.

Les légumineuses alimentaires, comme le niébé et la féverole, comptent parmi les aliments de base les plus importants pour une bonne partie de l'Afrique et du Moyen-Orient et pour certaines régions de l'Asie et de l'Amérique latine. Riches en protéines et contenant plusieurs acides aminés essentiels, les légumineuses alimentaires ont été qualifiées par les spécialistes de la nutrition comme étant " la viande des pauvres ". Traditionnellement, le rendement des légumineuses est faible, et précisément parce qu'elles sont les aliments des pauvres, et non pas des cultures de rente à prix élevé, elles ont généralement été négligées par les spécialistes de l'agriculture. Une organisation qui tente de corriger cet état de fait est l'ICARDA, le Centre international de recherche agricole en régions sèches, qui a ses bureaux à Alep en Syrie et qui a été établi en 1975 avec l'aide du CRDI. À ce centre, les scientifiques travaillent à obtenir un rendement maximum des légumineuses alimentaires, à créer un réseau informel de solides programmes de recherche nationaux sur les légumineuses et à former des sélectionneurs de légumineuses et des agronomes qui constitueront la base d'un programme de recherche soutenu qui contribuera à augmenter la production de légumineuses dans la région.

Les effets de la malnutrition sont souvent subtils et difficiles à percevoir. Ainsi, il suffit d'une malnutrition modérée pour rendre un enfant beaucoup plus vulnérable à la

maladie et à l'infection et moins en mesure de se rétablir s'il tombe malade. Si un enfant succombe à une rougeole, c'est peut-être tout simplement parce qu'il était trop faible, faute d'une alimentation convenable, pour résister à la maladie ou à ses complications. Plus de 100 millions d'enfants de moins de cinq ans sont mal nourris -- et 50 pour cent d'entre eux mourront avant l'âge de six ans. Nombre de ces décès seront attribuables à des maladies évitables et beaucoup de ces décès seront ceux d'enfants ayant contracté ces maladies malgré les vaccins reçus.

Cette anomalie s'explique par le fait que la malnutrition réduit d'immunocompétence de l'organisme -- en d'autres termes sa capacité de tirer pleinement parti du vaccin. Il faudrait faire beaucoup d'autres travaux de recherche pour comprendre à quel moment, pourquoi et comment cela se produit. En Afrique de l'Ouest, le programme des sciences de la santé du CRDI finance des travaux de recherche visant à étudier ce phénomène sur de jeunes enfants et à mieux comprendre la relation entre la malnutrition et l'immunocompétence. Les résultats de ces travaux revêtiront une grande importance pour les services de santé de plusieurs pays en développement qui connaissent des problèmes semblables de maladie et de malnutrition et pour les 40 millions d'enfants de ces pays qui sont vaccinés chaque année.

Cependant les résultats de ces travaux seront inutiles à moins qu'ils ne soient communiqués aux personnes indiquées -- c'est-à-dire à celles qui sont en mesure de s'en servir. Le CRDI, par son programme des sciences de l'information, appuie des travaux de recherche destinés à améliorer la transmission d'informations tant pour le développement que sur le développement. Au Sénégal, il aide actuellement à établir un centre de documentation sur les aliments et la nutrition, qui sera une source de données sur précisément le type de travaux de recherche dont je viens de parler. Ce centre de documentation, dont le siège est à Dakar, sera le premier de son espèce et il répondra aux besoins des scientifiques africains dans le domaine de la nutrition. L'objectif à long terme de ce projet est de créer un service d'information spécialisé pour appuyer le travail des chercheurs dans toute l'Afrique afin qu'ils puissent tirer le meilleur parti possible des ressources maigres et, éventuellement, réduire le nombre des victimes que fait la malnutrition chaque jour de l'année.

Je n'ai mentionné là que quelques-uns des projets que le CRDI appuie dans le monde entier dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition. Créé en 1970 par le Parlement canadien, le Centre a été mis sur pied pour apporter une réponse à un besoin évident des pays en développement. C'est un organisme indépendant vis-à-vis du gouvernement canadien --

bien qu'il soit financé entièrement par le Parlement -- et sa mission est d'encourager et de subventionner des recherches scientifiques menées dans l'intérêt des pays en développement. Un des objets dominants de la plupart des projets financés par le CRDI consiste à former dans ces pays d'excellents chercheurs autochtones. Les recherches sont proposées, élaborées, dirigées et réalisées par des chercheurs des pays en développement en fonction de leurs propres priorités. Dans leur grande majorité, les recherches financées par le CRDI visent à améliorer la qualité de la vie chez les ruraux qui, même s'ils constituent les trois quarts de la population des pays en développement, sont souvent les derniers à profiter des progrès de la science et de la technique. L'orientation et les politiques du Centre sont établies par un Conseil de gouverneurs de composition internationale, qui bénéficie du concours de personnalités de premier plan, possédant une longue expérience des problèmes du développement. Le Conseil comprend des noms très connus comme, au cours des années précédentes, Victor Urquidi, du Mexique, Soedjatmoko de l'Indonésie, Barbara Ward, de Grande-Bretagne, Theodore Schultz, des États-Unis, lauréat du Prix Nobel; et faisant partie du Conseil actuel, Allison Ayida du Nigeria, Pierre Bauchet, ancien président de l'Université de Paris I, Hadj Mokhtar Louhibi, d'Algérie, Gelia Castillo, des Philippines, et Felipe Herrera, du Chili, ancien président de la Banque interaméricaine de développement.

Le CRDI fonctionne d'une manière décentralisée, par l'intermédiaire de bureaux régionaux (dirigés pour une grande part par des chercheurs venant de pays en développement) situés à Dakar, à Bogota, à Singapour, au Caire et à Nairobi; il possède également un bureau de liaison à Paris et un autre à New York. Nous travaillons en collaboration, partout où cela est possible, avec la Banque mondiale, les institutions spécialisées des Nations Unies, les fondations privées, les organisations régionales et les gouvernements nationaux. Au cours de la semaine, je serai à l'entière disposition de quiconque voudra connaître par le menu la façon dont le CRDI répond aux besoins de recherche des pays en développement.

Votre Majesté, le Nord, et plus particulièrement l'Europe, doit beaucoup au Maroc. En effet, ne dit-on pas que l'interaction de l'islamisme et du christianisme pendant la longue présence des Maures en Espagne a été la principale source de la Renaissance européenne du XII<sup>e</sup> siècle. Ce fut, en grande partie, grâce aux traductions arabes des savants maures que l'héritage intellectuel de la Grèce classique en science, en médecine et en philosophie a été transmis aux savants européens; et cela a permis qu'aujourd'hui le Nord puisse transmettre ses connaissances à nombre de pays du Sud. Et ce fut grâce aux poètes maures que l'individualisme et les idéalismes philosophiques de la tradition romantique ont d'abord été connus en Europe.

Un de ces savants marocains du XII<sup>e</sup> siècle fut Ibn Rushd, philosophe et médecin de la cour à Marrakech. Connu en Europe sous le nom d'Averroès, il a écrit des ouvrages d'astronomie, de médecine et de jurisprudence, et il est sans doute mieux connu pour ses commentaires sur Aristote qui eurent une grande influence sur la scolastique médiévale chrétienne. Ibn Rushd est aussi l'auteur de la théorie rationaliste de la " double vérité " -- c'est-à-dire une vérité littérale fondée simplement sur la foi et l'autre fondée sur des opinions rationnelles.

Au cours des quelques prochains jours, nous, ici à l'Académie, nous pencherons sur la double vérité d'Ibn Rushd. La vérité fondée sur des opinions rationnelles sera peut-être plus facile à cerner dans nos discussions des problèmes du Tiers-Monde que la vérité fondée sur la foi -- cette vérité nous dit que le développement d'un Sud économiquement fort, et ayant assez d'eau et de nourriture pour toute sa population, est aussi la voie vers un Nord qui soit fort.

Il sera toutefois beaucoup plus difficile de mettre en pratique l'autre vérité -- celle fondée sur la foi dans la volonté des nations industrialisées du Nord d'agir un jour au mieux de leurs compétences pour réaliser dans les faits la première vérité. Mais, au moins, cette seconde vérité, nous n'avons pas à l'attendre -- c'est une vérité que nous pouvons nous efforcer de trouver et que nous pouvons défendre avec vigueur... comme nous le faisons dans nos délibérations ici cette semaine. Je vous remercie de votre attention.